

**RUSSIE** ( AR19/IHEDN octobre 2008 )**Sommaire**

1) Introduction	p. 1
2) Quelques dates de l'histoire récente	
3) Etat des lieux,	p. 2
Quelques chiffres	
De graves problèmes environnementaux	
Milieux naturels contraignants	
Des contraintes majeures pour les transports	
4) Les désordres de la sortie du système communiste en 1991	p. 3
5) La politique intérieure	p. 4
La constitution de 1993	
Les orientations de la politique intérieure	
Droits de l'homme et démocratie en Russie	
6) Défis sociaux et culturels	p. 5
Dégradation de la situation démographique	
Un système de soins à deux vitesses	
Renaissance religieuse orthodoxe rapide et vigoureuse	
7) L'économie depuis 1991	p. 6
Une économie de transition	
Les finances	
<b>8) Eléments de géopolitique</b>	p. 7
La CEI: mythe ou réalité ?	
La Russie puissance militaire ?	
La Russie puissance spatiale	
Relations UE/Russie	
Relations Russie/ OTAN	
Relations Russie/USA	
Relations Russie/Chine	
Russie et monde musulman	
Revendications territoriales en Arctique	
La revendication japonaise sur les 4 îles du sud de l'archipel des Kouriles	
Conséquences de la crise géorgienne d'août 2008	
<b>9) <i>Les Russes vivent mal la transformation de leur ancien empire</i></b>	<i>p. 13</i>
Un article de l'Express: " La stratégie de la tension" Jean-Michel Demetz L'Express 4/03/2008	

**1) Introduction**

La Russie est une grande puissance à plusieurs titres: la superficie de son territoire, sa population, ses ressources naturelles, son potentiel économique, son arsenal nucléaire et son passé

D'un point de vue géopolitique: c'est un carrefour entre plusieurs mondes: occidental, musulman, chinois et japonais

## 2) Histoire récente

25 Avril 1986 accident à la centrale nucléaire de Tchernobyl  
 Nuit du jeudi 9 au vendredi 10 novembre 1989: Chute du mur de Berlin  
 8 décembre 1991 Le traité de Minsk donne naissance à la CEI  
 25 décembre 1991 : démission de Mikhaïl Gorbatchev  
 3 janvier 1993: Signature du traité START II par les États-Unis et la Russie  
 11 décembre 1994 : Début de l'intervention militaire russe dans la première guerre de Tchétchénie  
 31 août 1996 : Accord de Khassiyavourt signé par le président tchétchène Aslan Maskhadov et le général russe Alexandre Lebed, accordant un statut d'autonomie à la Tchétchénie.  
 14 mars 1995 Un américain dans l'espace avec les Russes  
 20 juin 1997: Admission de la Russie au sein du G7 qui devient le G8.  
 27 mai 1998 : Début de la crise financière en Russie.  
 9 août 1999 : Nomination de Vladimir Poutine au poste de Premier ministre.  
 1er octobre 1999 : Début de la deuxième intervention terrestre de l'armée russe en Tchétchénie.  
 31 décembre 1999, Boris Eltsine abdique , Poutine lui succède  
 12 août 2000 : naufrage du sous-marin nucléaire Kursk, en mer de Barents.  
 01 janvier 2006 Interruption des livraisons de gaz naturel en Ukraine  
 15-17 juillet 2006 : La tenue du G8 à Saint-Petersbourg consacre le retour de la Russie au sein du club des grandes puissances.  
 2 mars 2007 : M. Medvedev est élu président avec plus de 70% des suffrages. Poutine devient premier ministre  
 Août 2008: intervention militaire russe en Géorgie

## 3) Etat des lieux

### 31) Quelques chiffres

Superficie 17 millions de km<sup>2</sup>  
 La Russie s'étend sur 2 500 à 4 000 km du nord au sud et 9 000 km d'est en ouest, couvrant ainsi onze fuseaux horaires.  
 La Sibérie est grande comme 25 fois la France et est peuplée de 30 millions d'habitants ( 95% de Russes)

#### Population de la Russie :

La Fédération de Russie compte 144,6 millions d'habitants soit 8,5 habitants/km<sup>2</sup>. Cette population est diverse. Elle associe 134 nationalités dont un peu moins de 120 millions de Russes, 5,5 millions de Tatars, 4 millions d'Ukrainiens, 1,7 millions de Tchouvaches, 1,3 millions de Bachkires, un peu plus d'un million de Biélorusses et de Mordoves, ensuite viennent par ordre d'importance démographique les Tchétchènes, les Oudmourtes, les Kazakhs et les Allemands (plusieurs dizaines de milliers de ces derniers ont regagné l'Allemagne depuis 1990).

La Fédération de Russie compte environ 144 millions d'habitants soit 8,5 habitants/km<sup>2</sup>. Cette population est diverse. Elle associe 134 nationalités dont un peu moins de 120 millions de Russes, 5,5 millions de Tatars, 4 millions d'Ukrainiens, 1,7 millions de Tchouvaches, 1,3 millions de Bachkires, un peu plus d'un million de Biélorusses et de Mordoves, ensuite viennent par ordre d'importance démographique les Tchétchènes, les Oudmourtes, les Kazakhs et les Allemands (plusieurs dizaines de milliers de ces derniers ont regagné l'Allemagne depuis 1990).

Densité:	8,4 hab/km <sup>2</sup>
Indice de fécondité	1,3 enfant/femme
Espérance de vie	65 ans
Population urbaine:	73%
Monnaie:	Rouble ( environ un euro pour 36 roubles )
PNB par habitant:	4500 dollars en 2005

### **32) De graves problèmes environnementaux**

L'éclatement de l'URSS en 1991 a permis à la Russie d'échapper en partie à ses responsabilités, puisque certains des sites les plus dévastés se trouvent désormais hors des frontières russes, particulièrement en Asie centrale très touchée par la politique soviétique d'industrialisation intensive et par la course aux armements qui a accompagné la Guerre froide. Pour n'en citer que quelques-uns parmi les plus emblématiques : Tchernobyl en Ukraine ; la mer d'Aral au cœur de l'Asie centrale ; le polygone d'essais nucléaires de Semipalatinsk dans le Kazakhstan ; etc.

Au total, on évalue aujourd'hui à 40% la proportion du territoire russe qui serait gravement ou moyennement pollué et à 75% la proportion des eaux de surface devenues impropres à la consommation.

#### **Pollution de l'air**

Industrie lourde, centrales au charbon, transport dans les villes principales

#### **Pollution de l'eau**

Déforestation, érosion du sol, mauvaise utilisation des engrais, fuite de produits chimiques, cimetières des sous-marins nucléaires, oléoducs percés, etc.

#### **Pollution des sols**

Contamination radioactive et chimique

Un bilan catastrophique hérité du régime soviétique (cf. Tchernobyl, Ukraine)

### **33) Des milieux naturels contraignants**

Immensité du territoire

Le froid hivernal impose de lourdes contraintes pendant presque six mois

### **34) Des contraintes majeures pour les transports**

- Rigueurs du climat:
- Difficultés saisonnières : embâcle en hiver, dégel, boues et crues au printemps...
- Les distances: 8000 km de Moscou à Vladivostok ( une semaine en train ! )
- Enclavement de certaines zones accessibles seulement par les airs.
- Les fleuves ne sont utilisables que l'été.
- Les trois quarts de la population vivent à l'ouest alors que l'essentiel du charbon et du pétrole se trouve à l'est de l'Oural
- Réseau routier peu dense et mal entretenu
- Mise en valeur incomplète
- Beaucoup de vides et peu de peuplement en Sibérie

## **4) Les désordres de la sortie du système communiste en 1991**

Au sortir de plusieurs décennies de communisme, tout est à reconstruire et dans des conditions catastrophiques

Le passage d'une économie planifiée et centralisée vers l'économie de marchés

Avant 1991: Etat propriétaire des outils de production, investissement dans l'industrie lourde et le complexe militaro-industriel, vétusté des équipements, faible productivité et truquage des statistiques...

En 1991, Boris Eltsine crée les institutions actuelles de l'État russe. La même année, il lance la privatisation sauvage des biens nationaux et des terres. Celles-ci profitent à un petit groupe de personnes, qui, grâce à la corruption des fonctionnaires et même de l'entourage du président, arrivent à bâtir des fortunes colossales

Avec cette conséquence aujourd'hui, ceux qui doivent leur fortune à ces privatisations illégitimes n'ont aucun intérêt à l'instauration d'un Etat de droit.

La transition après 1991 a été très difficile, désorganisation et effondrement de la production, inflation monstre, effondrement de la monnaie, réapparition du troc...

Incompétence et corruption...

Libéralisation débridée et mise en coupe réglée par les maffias,

Désorganisation de l'appareil de production,

Drame social d'une ampleur inégalée, une société civile en ruine

En forçant l'ex URSS en plein chaos à privatiser à tour de bras ses industries en échange de prêts destinés à maintenir le pays à flot, on a favorisé une poignée d'oligarques et provoqué

- La diminution du niveau de vie de nombreux Russes
- Le développement d'inégalités sociales entraînant l'apparition de violences...

L'agriculture : dès 1992, la propriété est à nouveau tolérée mais les paysans manquent d'intérêts pour produire. Le manque de pièces de rechange peut compromettre les récoltes...

Le monde industriel: beaucoup d'usines obsolètes sont démantelées, d'autres reconverties. Faible productivité. Les ouvriers s'adaptent parfois difficilement aux nouvelles productions et sont confrontés à des licenciements

Cependant la Russie ne s'est pas effondrée:

- Mentalité russe faite de résignation et d'ingéniosité
- La population a conservé ses réflexes de survie développés sous le régime soviétique
- Renouveau spirituel
- Les universités ont conservé une tenue étonnante vu l'extrême misère du corps professoral

Son économie s'est redressée progressivement à partir de 1998

## 5) Politique intérieure

**51) La Constitution de 1993** établit un régime présidentiel fort.

Le président est élu pour 4 ans, renouvelable une fois, il est :

- Le chef suprême des armées
- Il nomme, avec l'approbation du Parlement, le premier ministre et de nombreux hauts responsables.
- Il propose des lois.
- Il signe et publie celles adoptées par le Parlement mais peut aussi légiférer sans celui-ci, par oukases (décrets).
- Il peut dissoudre le gouvernement.
- Il peut dissoudre la Douma.
- Il peut décréter l'état d'urgence et de siège.

Face à lui, le Parlement ne jouit que de pouvoirs limités qui en font une simple chambre d'enregistrement. Composé d'une chambre haute, le Conseil de la Fédération, et d'une chambre basse, la Douma.

C'est un grand pays secoué par aspirations des nombreuses minorités

La disparition de l'URSS s'est traduite, sur le plan politique, par l'explosion du nombre de partis. En 2001, le ministère de la Justice considérait que 179 formations politiques pouvaient participer aux élections législatives

### **52) Orientations de la Politique intérieure**

Sur la scène intérieure, le président Poutine a lancé un vaste programme de réformes politiques et économiques. L'une de ses premières priorités a été de restructurer les institutions qui régissent les relations entre le gouvernement central et les régions russes afin de s'assurer que ces dernières respectent les lois fédérales et la Constitution. Il a divisé les 89 régions russes en sept districts administratifs fédéraux ayant chacun à leur tête un représentant nommé par lui. Le Conseil de la Fédération (chambre haute du Parlement), composé auparavant des gouverneurs et des présidents des législatures régionales, comprend maintenant des représentants régionaux dont la moitié sont nommés par les gouverneurs et l'autre moitié, élus par les législatures régionales.

La Russie a également fait de l'accession à l'Organisation mondiale du commerce une de ses priorités, ce qui a donné l'impulsion à plusieurs réformes de l'appareil judiciaire, de la fiscalité et des douanes. Le gouvernement russe met principalement l'accent sur la réforme de la fiscalité (réduction des taxes professionnelles et retrait de certains privilèges), la réforme agraire (pour légaliser la propriété privée des terrains à usage commercial ou privé) et la

réforme judiciaire (pour améliorer la transparence des tribunaux et l'application des lois). La réforme bancaire est une autre priorité, mais les progrès à cet égard sont très récents.

Les médias sont très contrôlés

Dès septembre 2000, Poutine s'est doté d'une «doctrine de sécurité en matière d'information» annonçant la reprise en main politique des médias. Le conflit en Tchétchénie n'a plus été couvert par des journalistes russes et ceux qui pouvaient se rendre sur la ligne de front ne pouvaient le faire qu'en étant accompagnés. Radios nationalisés, télévisions contrôlés par des groupes proches de Poutine et autocensure sont le lot quotidien des médias russes.

Des assassinats de journalistes de l'opposition....

### **53) Droits de l'homme et démocratie**

La vie politique russe est encore marquée par les centaines d'années d'autocratie tsariste suivies par les décennies de "dictature du prolétariat" du régime soviétique. Le post-soviétisme laissait espérer une démocratisation en profondeur, accompagnée de garanties permettant le respect des **droits de l'Homme**.

Ce que l'on appelle en Russie les "structures de force" ( les "*siloviki*" : armée, police, et services de renseignement), dont le Président V. Poutine est lui-même issu, jouent un rôle important dans l'administration présidentielle et elles infiltrent aussi toutes les couches de la société.

À l'inverse, la "**société civile**" a toujours des difficultés pour s'organiser et s'exprimer.

Le système judiciaire russe reste étroitement dépendant de l'exécutif et la tentative de réforme judiciaire démocratique semble avoir tourné court.

Les guerres en **Tchétchénie** et "contre le terrorisme" justifient, aux yeux des autorités, diverses entorses au respect des droits de l'Homme. Aux lendemains de la prise d'otages meurtrière de Beslan (septembre 2004), la Douma a adopté, en février 2006, une loi antiterroriste qui codifie les actions des forces de l'ordre en cas d'attentats. Elle établit, entre autre, que la Russie se réserve le droit d'avoir recours à la force pour éliminer des cibles terroristes en dehors de son territoire. Au nom de la lutte anti-terroriste, les forces du maintien de l'ordre sont désormais autorisées à "*pénétrer librement*" chez des particuliers, à se livrer à des écoutes téléphoniques, à intercepter du courrier - y compris électronique - et à limiter la liberté de mouvement des individus.

## **6) Défis sociaux et culturels**

### **61) Dégradation de la situation démographique:**

142,4 millions d'habitants en 2006 ( 148 en 1992 )

25 millions de russes ou russophones dans les pays limitrophes ( pays baltes, Ukraine, Kazakhstan...)

#### Déflation démographique

- 5 à 6 millions depuis 1992 malgré un solde migratoire positif
- C'est le solde naturel qui est largement responsable du déclin démographique russe:

#### Détérioration des indicateurs de santé:

- Chute de la natalité, forte mortalité, taux de remplacement générationnel en chute, décomposition sociale de la cellule familiale, augmentation des avortements
- Une espérance de vie des plus faibles (72 ans pour les femmes et 59 ans pour les hommes) et un taux de suicide élevé.
- Surmortalité masculine liée à l'alcool, la criminalité et les accidents

Face à l'urgence, le président Poutine a annoncé plusieurs mesures destinées à soutenir la natalité. La plus emblématique est le versement d'une prime de 7300 euros par enfant à compter de la deuxième naissance. Une somme attribuée seulement au troisième anniversaire de l'enfant...

Cette déflation est une des menaces majeures auxquelles se trouvent confronté la Russie. Si cette tendance se poursuit, comment pourra-t-elle défendre ses immenses frontières ?

Le déclin démographique pose aussi le problème de l'opportunité d'une politique d'immigration volontariste. La Russie se trouve donc confrontée aux mêmes difficultés que d'autres pays en déclin démographique, demandeurs de main d'œuvre, mais peu disposés à accueillir et à intégrer l'étranger : l'immigration légale diminue alors que les flux clandestins et les migrations circulaires de court terme augmentent.

### Des inégalités sociales très importantes

Les retraités comptent parmi les plus exposés dans la société russe

Si la situation reste difficile, les revenus réels ont cependant progressé depuis l'année 2000

Une véritable classe moyenne apparaît ( directeurs, patrons de PME et professions libérales

### **62) Un système de soins à deux vitesses**

Dépenses de santé par habitant: 400 dollars pour plus de 2000 dollars en France !

Seulement 20% de la population a véritablement accès aux soins

La Russie est un des principaux foyers de SIDA ( 1,5 million de séropositifs ? )

4 à 5 millions de toxicomanes

Grosse consommation d'alcool

La liste des soins gratuits diminue tandis que les hôpitaux manquent de moyens modernes et de personnels

Les entreprises proposent des couvertures complémentaires et les cliniques privées se développent rapidement.

D'autre part, ayant pris conscience de la fragilisation de l'état sanitaire de la population, les pouvoirs publics s'efforcent de réintroduire de véritables politiques de santé publique et les excédents budgétaires engrangés par la Russie grâce à l'exploitation de ses ressources naturelles peuvent les y aider. L'une des priorités affichée est également la lutte contre l'alcoolisme : un ensemble de mesures a été prise à cet effet en 2004.

### **63) L'enseignement manque de moyens**

93% d'enfants scolarisés

Mais fortes disparités régionales

Les enseignants sont très mal payés et les écoles délabrées

### **64) Renaissance religieuse orthodoxe rapide et vigoureuse**

L'église orthodoxe est revenue au premier plan, y compris sur la scène politique. Elle est la gardienne des valeurs et des mythes de la Russie traditionnelle.

Méfiance traditionnelle de l'église orthodoxe vis à vis de l'Occident et notamment de l'église catholique

## **7) L'économie depuis 1991:**

### **71) Une économie de transition**

L'économie russe est une **économie de transition** ou du moins dont la transition s'achève, et qui reste encore marquée par son héritage soviétique ;

Elle tend vers l'économie de rente, s'étant essentiellement repliée sur l'exploitation des **ressources naturelles** (**pétrole**, **gaz naturel** et divers **métaux**) suite à l'effondrement de la production industrielle depuis la chute de l'URSS. Ceci avec les conséquences politiques et sociales qu'engendrent en général la prédominance de ces secteurs (corruption, inégalités) ;

### Crise depuis 1991:

Evasion massive des capitaux

la Russie est en quasi faillite en 1998

Les investissements étrangers sont peu importants

Reprise spectaculaire en 2000

Depuis 2000: croissance du PIB réel pour la septième année consécutive, avec près de 6,8 % par an en moyenne entre 1999 et 2004.

Son économie s'appuie largement sur les performances de l'exploitation de certaines ressources naturelles, notamment le pétrole

L'Etat a significativement renforcé sa présence dans la sphère économique (entre 2004 et 2006 )

Mais la croissance n'est pas le développement. La dynamique d'un réel développement de la Russie n'est pas encore enclenchée. L'économie russe n'a pas encore acquis une dynamique propre combinant production et consommation domestiques. La chute des cours du pétrole à la fin 2008 a très fortement affecté l'économie russe.

**Le pétrole est la véritable locomotive de l'économie russe:**

7èmes réserves de pétrole mondial et premier producteur de brut devant l'Arabie saoudite et au deuxième rang mondial pour les exportations

Premier exportateur mondial de gaz

**La Russie est un pays riche en minerais ( fer, métaux rares, précieux ou semi-précieux**  
19% des ressources mondiales de charbon

**Agriculture:**

Potentiel très important, mais production encore inférieure à celle de la période soviétique !

Manque de capitaux pour l'achat de machines agricoles, des traitements phytosanitaires et des engrais qui se traduit par des rendements peu élevés

La Russie négocie son entrée à l'OMC depuis 1992

## **72) Finances:**

Depuis 2000, la Russie a largement bénéficié du niveau élevé des cours du pétrole, mais aussi d'une forte croissance de la productivité, de l'amélioration des salaires et de l'augmentation de la consommation.

Le pays a remboursé par anticipation l'intégralité de sa dette envers le Club de Paris en août 2006. La Russie a pu rembourser rapidement ses dettes grâce au niveau élevé de ses réserves monétaires découlant des prix élevés du pétrole. Elle commence à constituer des " fonds souverains "( fonds d'Etat des pays émergents )

**Octobre 2006 La Russie embarque bel et bien à bord d'EADS** : la banque publique russe Vnechtorgbank (VTB) a passé la barre des 5% du capital du groupe européen d'aéronautique et de défense EADS

Mais des placements hasardeux voire douteux et la forte chute des cours du pétrole ont fragilisé la Russie qui est fortement affectée lors de la crise financière de l'automne 2008

## **8) Eléments de géopolitique**

Le potentiel militaire et les armements dont la Russie dispose constituent toujours, aux côtés de la détention de **ressources** naturelles stratégiques, un levier géopolitique essentiel pour lui permettre d'affirmer son rôle mondial

la Russie a hérité du siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU de l'ex-URSS .

**81) La CEI: mythe ou réalité ?** ( communauté des états indépendants ) où les tendances centripètes commencent à progressivement l'emporter sur celles de la désagrégation

La Russie, en tant qu'héritière unique de l'URSS", considère que l'ensemble des pays de l'ex-URSS constitue une "sphère d'intérêt vital"

Dans les toutes premières années qui ont suivi la dislocation de l'Union soviétique, la Russie a défini ses relations avec "l'étranger proche" (*blijnéié zaroubiéjé*) comme l'une des toutes premières priorités de sa politique étrangère. Ce terme d'étranger proche" est utilisé en Russie pour désigner les 14 autres ex-républiques soviétiques.

25 millions de Russes vont se retrouver du jour au lendemain à l'étranger

Concrètement, l'étranger proche", ce sont essentiellement les pays de la **Communauté des États indépendants** (CEI), structure créée dès 1991 pour rassembler les anciennes entités de l'URSS devenues indépendantes.

Principe: remplacement des structures autoritaires et centralisées de l'ère soviétique par une intégration librement consentie

De leur côté, les trois pays baltes ont, dès l'origine, rompu les liens pour se tourner vers l'OTAN et l'UE.

La CEI compte donc aujourd'hui 12 pays répartis, outre la Russie, en trois sous-ensembles : à l'ouest, la Belarus, l'Ukraine et la Moldavie, les trois pays du Caucase - Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie - et les cinq États d'Asie centrale : Turkménistan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Kirghizstan.

La CEI forme un ensemble d'environ 280 millions d'habitants, environ 16 millions de Russes (les "*pieds rouges*") résideraient dans les 11 autres pays membres de la CEI.

Création le 8 décembre 1991: 12 pays membres:

3 pays fondateurs: Russie, l'Ukraine, Biélorussie

Rejoints le 21 décembre 1991 par la Moldavie, l'Arménie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan le Turkménistan, le Tadjikistan et le Kirghistan

La CEI se dote d'une charte le 22 janvier 1993. Elle a pour objectif affiché d'encourager l'**intégration** économique, politique et militaire entre ses membres. Mais ces pays ne forment pas un ensemble homogène et la CEI elle-même constitue un cadre très lâche, une organisation faiblement structurée, à géométrie variable selon que l'on traite de sécurité ou d'économie et qui ne comporte pas de dispositifs trop contraignants. Mais elle permet à la Fédération de Russie d'affirmer ses priorités. Par ses sommets de chefs d'État et autres réunions, elle offre un cadre utile à la résolution de certains problèmes bilatéraux bien que les relations sont complexes et souvent tendues, au bord de la rupture parfois avec des pays comme la Géorgie, l'Ukraine.

Exemples:

Problème de la flotte russe en mer Noire basée à Sébastopol devenue ukrainienne. Un bail autorise les navires russes à rester jusqu'en 2017. La cohabitation est délicate et agrémentée d'un contentieux de frontières...

Les barrières douanières, les monnaies nationales vont compliquer les échanges dans une économie en crise profonde après 1991

Les menaces qui guettent la CEI:

Eclatement de nombreux conflits interethniques

Arménie et Azerbaïdjan dans le Haut-Karabakh

Ossètes et Abkhases en Géorgie

Transdnestrie en Moldavie

Emergence des mafias caucasiennes dans les grandes villes russes

Danger islamo-terroriste

La crise financière et politique de 1998 qui fut à l'origine de changements considérables aboutissant à une amélioration de la situation dans la CEI

L'espace post-soviétique devient une priorité de la politique étrangère russe à partir de 2000

En 2008 les crises récurrentes de la région caucasienne montrent que la CEI n'est pas encore une construction intégrée à la manière de l'UE.

## **82) La Russie puissance militaire ?:**

Ce n'est plus la superpuissance soviétique, mais elle reste cependant une puissance militaire majeure.

La Russie conserve un important arsenal nucléaire

Entre 2002 et 2007 ses dépenses militaires ont progressé à un rythme d'environ 20% par an en moyenne, largement grâce aux excédents budgétaires (environ 10% du PIB en 2006), engrangés par les exportations de matières premières.

Si le pacte de Varsovie a bien disparu, l'OTAN s'est par contre renforcé , au point d'englober d'anciens alliés

L'armée russe est toujours une armée de conscription, peu professionnalisée, dont l'effectif en uniforme est supérieur à 1,1 million d'hommes. Le climat s'y est détérioré depuis le début des années 1990 et l'insoumission y atteint des proportions très significatives (en 2003, 38 000 jeunes n'auraient pas répondu à l'appel) alors qu'un Comité des mères de soldats tente de sensibiliser l'opinion publique sur les mauvais traitements subis par les appelés, dans le cadre d'un "bizutage" qui provoquerait, selon elles, près de 3 000 morts par an. Dans ces conditions, à l'épreuve de la guerre en Tchétchénie, l'armée a recours aux *Kontraktniki*, mercenaires qui constituent 80% des recrues.

En 2000:

Poutine joue un rôle clé dans l'adoption du " *Concept de sécurité*" et définition de la " *Doctrine militaire*" visant à renforcer les capacités militaires nationales en vue de soutenir les activités diplomatiques de l'Etat.

Conceptions idéologiques visant à maintenir un potentiel militaire puissant

La puissance militaire reste le facteur essentiel de la sécurité nationale et de l'influence de la Russie dans le monde

L'Occident ,en premier lieu les USA et l'OTAN , est perçu comme la principale source de menaces militaires

Le CMI ( complexe militaro-industriel ) est le seul secteur de concentration des hautes technologies du pays et il est par conséquent la locomotive du renouveau de l'industrie russe L'indicateur d'exportations d'armes conventionnelles établi par l'Institut de recherche internationale sur la paix (*Stockholm International Peace Research Institute / SIPRI*) montre une progression régulière des ventes d'armes par la Russie qui n'a cessé de gagner des parts du marché mondial depuis la fin des années 1990. Sur la période 2001-2005, la Russie est en tête du commerce international des armes conventionnelles avec 31% des parts de marché, juste devant les États-Unis (30%).

Les exportations d'armements permettent à l'industrie militaire de survivre malgré l'effondrement des dépenses militaires après 1991

Attitude de l'appareil militaire

L'Armée est très critique vis à vis des concessions faites par Gorbatchev puis Eltsine au nom du " *partenariat stratégique*" et de la coopération avec le monde occidental , qui n'ont entraîné aucun retour satisfaisant pour les Russes. D'où un scepticisme certain parmi les officiers sur le bien fondé d'une grande ouverture envers les pays occidentaux

Malaise ressenti face au décalage croissant en sa défaveur , entre les moyens militaires russes et ceux des forces américaines.

Orientations de la défense russe

Stratégie de dissuasion nucléaire , mais stratégie générale défensive

Les forces armées doivent pouvoir mener simultanément deux guerres locales de type tchéchène

L'accent est mis sur la lutte contre le terrorisme et le séparatisme: il faut adapter les forces à cette forme de lutte

Modernisation des forces armées et effort important dans le domaine de la défense antiaérienne et spatiale ( leçons tirées des guerres balkaniques )

### **83) La Russie puissance spatiale**

La Russie est aussi une grande puissance spatiale, tant militaire que civile. À l'issue de l'éclatement de l'URSS, la grande base de lancement de Baïkonour s'est retrouvée sur le territoire de la République du Kazakhstan . Les deux pays se sont mis d'accord, en 1994, sur un statut particulier pour le cosmodrome, loué à la Russie pour 115 millions de dollars par an. Mais les tensions et les incidents divers entre les deux pays ont convaincu Moscou de posséder un accès indépendant à l'espace et la plupart des installations techniques kazakhes ont été transférées vers les principaux sites spatiaux russes, à Plessetsk et Svobodny . Cependant, Baïkonour, située à une moyenne latitude mieux adaptée, reste la base de lancement des missions vers la Station spatiale internationale (ISS). Un pas de tir pour les fusées Soyouz est en cours de réalisation sur le site du centre spatial de Kourou en Guyane.

## 84) Relations UE/Russie

L'UE membre de l'Alliance atlantique dispose d'un potentiel économique comparable à celui des USA, mais n'est qu'une puissance moyenne dans le domaine militaire, ce qui entraîne son assujettissement à l'OTAN. L'UE est voisine de l'espace russe, est attractive sur le plan économique, mais aussi dépendante en partie des exportations de pétrole et surtout de gaz russe. L'UE ne semble pas concevoir clairement ses relations avec la Russie. L'attitude de la Pologne ( et des ex pays de l'est ) explique en partie ce flou.

Les motivations russes

Les Russes ont le sentiment d'être encerclés et de voir peu à peu l'Occident se rapprocher de leurs frontières

Sentiment anti-occidental très marqué de l'opinion russe, assimilant les USA et l'UE ( par le prisme de l'OTAN)

L'embellie de l'économie permet d'augmenter les dépenses militaires, de retrouver ainsi une certaine crédibilité internationale et de réaffirmer son leadership régional.

l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe ([OSCE](#))

Traité qui limite les forces conventionnelles en Europe ([FCE](#)). signé le 19 novembre 1990

Le Traité FCE limite l'arsenal militaire conventionnel dans chaque bloc

Le traité fut révisé en 1999 lors du [Sommet d'Istanbul de l'OSCE](#). Cette révision de 1999, suite à la dissolution du Pacte de Varsovie, n'a jamais été ratifiée par l'OTAN dans la mesure où la Russie conservait ses bases militaires en Géorgie (Abkhazie) et en Moldavie (Transnistrie)

A la demande des Russes, trente pays se sont réunis du 12 au 15 juin 2007 au siège de l'[OSCE](#) à Vienne pour réviser le traité. cette conférence intervient dans un contexte difficile tant pour l'OTAN que pour la Russie, celui du bouclier antimissile américain en Europe centrale et l'indépendance annoncée de la province serbe du Kosovo, deux projets que récuse Moscou et par la crise caucasienne

Eclairages de la position russe: quelques déclarations et réactions de Poutine

10/02/2007:

" il ne faut pas substituer l'OTAN et l'Union européenne à l'ONU

L'élargissement de l'OTAN est un facteur représentant une provocation sérieuse

A propos du BAM: ( bouclier antimissile: " Qui a besoin d'une nouvelle relance de la course aux armements ?

5 mars 2007: le Conseil russe de sécurité déclare que la Russie va adopter une nouvelle doctrine militaire pour " répondre au renforcement" des forces de l'OTAN

29 mai 2007: tir d'essai d'un nouveau missile balistique intercontinental le RS 24 évolution du SS 27

La question de l'enclave ( ou *exclave*?) de Kaliningrad:

Situation géostratégique essentielle: seule base navale russe libre de glaces l'hiver en Baltique

Poste de veille avancée en Baltique

Maintien d'une présence militaire significative

Permet à la Russie d'exercer des pressions diplomatiques sur la Pologne et sur les pays Baltiques récemment intégrés dans l'OTAN

Mais la Russie a également besoin des pays limitrophes pour désenclaver Kaliningrad !

Contre feu à l'encontre des critiques occidentales formulées à propos de l'attitude des Russes lors des deux guerres en Tchétchénie

Le Kosovo: reste une source de contentieux entre la Russie et l'Occident. La Russie profite de l'absence d'un statut du Kosovo clairement reconnu par le droit international pour retarder ou empêcher l'accession du Kosovo à l'indépendance.

## **85) Relations Russie/ OTAN**

Sur le plan des alliances, la situation a évolué depuis la guerre froide. Les relations avec l'**OTAN** sont officiellement fondées sur l'Acte **fondateur**", signé le 27 mai 1997, qui établit un cadre unique de consultation et de coopération entre l'OTAN et la Fédération de Russie à travers le Conseil conjoint permanent, le Conseil OTAN-Russie (COR), institué en mai 2002.

Au cours de l'année 2007, les relations de la Russie avec les États-Unis, l'OTAN et l'Europe ont connu une détérioration spectaculaire autour d'une série de dossiers aussi importants pour la sécurité européenne que l'installation d'éléments de la défense antimissiles américaine en Europe centrale, l'avenir des traités sur les forces conventionnelles en Europe (FCE) et sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI1), le statut du Kosovo et la réforme de l'OSCE. Au-delà de la volonté naturelle de Moscou de défendre ses intérêts propres, cette dégradation est aussi le fait d'une diplomatie russe formatée par quatre facteurs que sont les visées économiques de sa politique, une vision impériale des relations internationales (rapports de force et recherche de puissance), un complexe obsidional manipulé à des fins électorales, un régime politique autoritaire. Cette accumulation de tensions, aux accents de guerre froide, remet sur le devant de la scène européenne une « question russe » que l'on croyait dépassée, renforçant sur le continent l'influence américaine, redonnant une nouvelle importance à l'OTAN et affaiblissant, par contrecoup, le projet européen

Conséquences du conflit Géorgie/Russie d'août 2008 :

Bien que les relations de la Russie avec l'Alliance atlantique et l'Union européenne (UE) se soient détériorées depuis le conflit géorgien, Moscou montre qu'il entend poursuivre, sur les questions de sécurité, sa relation avec ses partenaires.

Ce souci se manifeste en particulier à propos de l'Afghanistan et du Tchad. En dépit de la suspension des travaux du Conseil OTAN-Russie, les diplomates russes ont fait savoir qu'ils souhaitent maintenir la coopération dans le domaine de la lutte antiterroriste. Celle-ci concerne le partage du renseignement, les exercices conjoints et l'entraînement, la lutte contre le trafic de drogue, et surtout un accord de transit terrestre, via la Russie, pour le ravitaillement logistique (à l'exception des armes et des munitions) des troupes de l'OTAN présentes en Afghanistan.

Afghanistan 2008

La Russie soutient l'action de l'Alliance atlantique en Afghanistan, pour au moins deux raisons : les progrès d'un islamisme militant l'inquiète, ainsi que la contagion du trafic de drogue : "Nous craignons que vous, les Américains, les Français, les Britanniques, vous perdiez la guerre en Afghanistan. Nous ne le voulons pas, ce n'est pas notre intérêt : parce que si vous perdez, ce sera de nouveau une guerre pour la Russie. On peut dire que la Russie, via l'OTAN, résout ses problèmes au Sud !", nous indiquait récemment Dmitri Rogozine, ambassadeur de Russie auprès de l'OTAN.

## **86) Relations Russie/USA**

Il n'y a guère qu'en matière nucléaire que la Russie peut encore plus ou moins parler sur un pied d'égalité avec les États-Unis

Les USA

Dans les années 90, les USA traversent une période de croissance sans précédent tandis que la Russie s'enfoncé dans la crise. L'assymétrie dans le rapport des forces n'a fait que s'accroître: la différence entre les PIB de 1 à 10, la disparité entre les dépenses militaires de 1 à 30. Dans ces conditions, les Américains ouvrent l'OTAN aux anciens satellites de l'URSS et transforment l'OTAN en un instrument d'intervention " hors zone " ( au-delà des frontières des États membres. Cette doctrine a reçu sa première application en ex-Yougoslavie.

Les USA dans le même temps

Se sont retirés du traité ABM en décembre 2001

Développent des systèmes antimissiles

La Russie va réagir contre ce risque de marginalisation par une réorientation de sa politique extérieure vers le développement de la CEI, le rapprochement avec la Chine, l'Inde, l'Iran le monde arabe et l'UE

Le redémarrage de l'économie russe et le 11 septembre vont changer la donne sans toutefois rétablir un équilibre entre les deux pays

## A propos du conflit afghan

Après le 11 septembre 2001: les Américains deviennent des adversaires des talibans et de facto alliés des Russes dans cette région d'Asie centrale . De cette lutte commune contre le terrorisme islamique découlent deux conséquences: les Américains suspendent leur aide aux séparatistes tchéchènes et font pressions sur l'Arabie saoudite dans le même sens et la Russie a désormais les mains libres en Tchéchénie...

Après le 11 septembre 2001, la Russie adopte une politique de coopération

Ouverture de l'espace aérien russe aux vols américains

Collaboration entre services secrets russes et américains

Autorisation d'une présence militaire américaine dans les pays d'Asie centrale

Les Russes espèrent ainsi atténuer la tendance à l'unilatéralisme américain et faire rentrer la politique américaine dans le champ du droit international et de l'ONU

Amélioration certaine des relations, mais en 2008 des litiges subsistent : la crise caucasienne vient de l'illustrer .

## **87) Relations Russie/Chine**

En 1860 les " traités inégaux" permettent au tsar qui n'avait pas participé à la seconde guerre de l'opium, d'obtenir la rive gauche de l'Amour ainsi que la côte du Pacifique où sera édifié la ville de Vladivostok

La Chine , en pleine extension économique pourrait à nouveau s'intéresser à ces territoires.

S'agissant de deux puissances nucléaires, il ne semble pas que cette revendication puisse faire l'objet d'un conflit armé.

C'est surtout l'immigration chinoise qui est à redouter. D'ores et déjà il y aurait environ cinq millions d'immigrés chinois illégaux en Sibérie orientale: les Chinois sont entrain de conquérir pacifiquement les confins orientaux de la Russie

## **88) Russie et monde musulman**

De la Bosnie à l'est jusqu'au Turkestan chinois, la Russie est en contact avec une vaste région à prédominance musulmane porteuse potentielle de crises avec la montée de l'islamisme radical.

L'attitude de la Turquie, membre de l'OTAN mais aussi adversaire historique de la Russie constitue une des clés de l'évolution de la situation dans cette région, tant par ses problèmes intérieurs ( Kurdes, islamisme...) que par son influence dans l'ensemble du monde musulman.

## **89) Revendications territoriales en Arctique**

En 2001, la Russie avait déposé aux Nations unies une demande de fixation des limites extérieures de son plateau continental en Arctique (Plateau Lomonossov), ainsi que dans les mers de Béring et d'Okhotsk. Ce faisant, elle a affirmé ses revendications sur le plateau continental étendu, potentiellement riche en hydrocarbures. La commission onusienne a conclu que les données fournies par Moscou ne suffisaient pas pour considérer les zones de l'océan Arctique indiquées comme faisant partie du plateau continental russe, et a recommandé une étude complémentaire.

En juillet 2007, une expédition polaire russe a effectué une plongée inédite (à -4200 m) et spectaculaire dans les profondeurs de l'océan Arctique afin de récolter des preuves supplémentaires permettant d'appuyer les revendications russes. Un drapeau russe en titane y a également été symboliquement planté.

## **8.) Pour mémoire: la revendication japonaise sur les 4 îles du sud de l'archipel des Kouriles** annexées par l'URSS en 1945 ( chapelet d'îles entre la presqu'île du Kamchaska et l'île d'Hokkaido au nord du Japon )

Ces îles offrent un intérêt stratégique, en effet, tant que le Japon possédait ces îles, les bateaux russes basés dans le port de Vladivostok n'avaient pas librement accès au Pacifique. L'acquisition de l'archipel après la Seconde Guerre mondiale a ainsi permis de renforcer la position géostratégique de l'URSS sur cet océan. Un autre enjeu majeur est l'attribution des zones de pêche autour de ces îles très poissonneuses.

## **8..) Conséquences de la crise géorgienne d'août 2008**

Moscou obtenait d'une pierre quatre coups : la petite armée géorgienne reconstruite grâce à l'aide des États-Unis était réduite en miettes, le dérangeant président géorgien ouvertement menacé et son avenir politique largement compromis, les perspectives de l'entrée de la Géorgie (et accessoirement de l'Ukraine) dans l'Otan probablement enterrées, sauf pour les pays de l'Alliance à envisager à tout instant une confrontation militaire directe avec Moscou d'ailleurs immédiatement rejetée par le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates. Et enfin, au-delà de l'exemple géorgien, le message était envoyé à toutes les provinces de l'ex-URSS, que le même sort pourrait leur arriver, s'ils ne savaient pas composer avec les intérêts supérieurs russes, voire avec les aspirations des minorités russes ou russophones présentes dans ces pays

## **9) Copie d'un article paru dans l'Express**

### La stratégie de la tension

Jean-Michel Demetz - L'Express 4/03/2008

De l'élargissement de l'Otan à la crise du Kosovo, Moscou multiplie les déclarations agressives. Toutes les occasions sont bonnes pour mettre à l'épreuve une Union européenne perçue comme un ventre mou.

«C'est le discours le plus agressif d'un leader russe depuis la fin de la guerre froide.» Qui parle? Celui que les sondages donnent aujourd'hui comme le prochain président des États-Unis d'Amérique, le sénateur John McCain. De qui parle-t-il? D'un certain Vladimir Poutine et de son intervention, le 10 février 2007, à la conférence de Munich sur la sécurité, un rendez-vous traditionnel transatlantique. Fidèle à son style, brutal, le Russe y a dressé sa vision. Celle d'un monde où, comme il l'a dit le 26 avril 2005 au Parlement, «la plus grande catastrophe géopolitique du xxe siècle aura été la dissolution de l'Union soviétique». Celle d'une Russie, riche de ses pétrodollars, qui aspire à recouvrer son rang de super-grand, passé à la trappe de l'Histoire en même temps que l'ex-URSS. A Munich, Poutine a ainsi condamné l'hyperpuissance américaine et sa prétention supposée à ériger un «monde unipolaire, non seulement inadmissible, mais tout à fait impossible». Il a dénoncé l'«emploi hypertrophié, sans aucune entrave, de la force militaire dans les affaires internationales qui plonge le monde dans un abîme de conflits successifs». Plus précisément, il a pointé l'élargissement de l'Otan, qui «n'a rien à voir avec la modernisation de l'Alliance ni avec la sécurité en Europe», mais représente une «provocation sérieuse qui abaisse le niveau de la confiance mutuelle».

Cette rhétorique d'intimidation est l'aboutissement d'une dégradation rapide des rapports avec l'Ouest. La menace, proférée, le 22 février, par le représentant russe auprès de l'Alliance d'un recours à la «force armée» «si l'Otan dépasse son mandat au Kosovo» en est l'ultime rebondissement. En guise de soutien, Dmitri Medvedev a rendu, le 25 février, une visite fraternelle à Belgrade. Déjà, le 20 avril 2007, un mois avant le sommet UE-Russie de Samara, le commissaire européen au Commerce, Peter Mandelson, déclarait que le «seuil de méfiance» était inédit «depuis la fin de la guerre froide».

Que reste-t-il de l'Armée rouge ?

Les généraux russes vitupèrent l'Otan, tempêtent contre le projet américain de bouclier antimissile, envoient leurs bombardiers survoler le porte-avions USS Nimitz dans le Pacifique, menacent d'une frappe nucléaire préventive quiconque s'aviserait de nuire à la Russie. Le 23 février, Vladimir Poutine lui-même, à l'occasion de la Journée du défenseur de la patrie, vantait le « puissant potentiel de combat » de l'armée russe, qui « reste la garantie la plus importante aussi bien de la sécurité nationale que du développement positif [sic] de la Russie et représente, sur le plan global, un facteur notable de stabilité internationale ». Mais, dans les faits, que vaut aujourd'hui l'héritière de l'Armée rouge ? Affaiblie par ses revers durant la première guerre de Tchétchénie (1994-1996), désorganisée par l'effondrement de l'URSS (1991), sapée par le faible moral des conscrits, dont beaucoup tentent d'échapper au service militaire obligatoire, récemment réduit à douze mois, elle n'est plus que l'ombre d'elle-même. Poutine a bien tenté de la réformer. Mais la corruption du complexe militaro-industriel, les sévices à grande échelle sur les jeunes recrues, la mauvaise condition sanitaire de ces derniers (30 % des appelés sont mentalement ou physiquement inaptes, selon l'aveu d'un des adjoints

de l'état-major, le général Vassili Smirnov), le faible taux de renouvellement de matériels vieillissants, l'impéritie générale affaiblissent l'outil.

Certes, les dépenses militaires augmentent en 2008 de 20 % par rapport à l'année dernière. Et la propagande s'extasie sur les prouesses technologiques supposées du futur missile balistique naval Boulava et du Glonass, un système de navigation par satellites censé rivaliser avec le GPS. En réalité, tous les programmes ont des ratés et sont retardés. 70 % des aérodromes auraient besoin d'être rénovés. La mise à flot du premier sous-marin nucléaire neuf depuis la fin de l'URSS se fait attendre. Et, avec son J 11, la Chine a réalisé une copie conforme, à moindre coût, du Sukhoï 27 (un succès à l'exportation). En novembre 2007, le Conseil de stratégie nationale concluait que la prétendue renaissance des forces armées était un « mythe ».

De fait, les crises bilatérales entre la Russie et les Etats de l'Union européenne s'enchaînent à un rythme de plus en plus poussé. Appel au boycott des produits danois après la tenue, en octobre 2002, à Copenhague, d'un congrès tchéchène; interruption des fournitures de pétrole à la Lettonie en 2003 et à la Lituanie en 2006; harcèlement de l'ambassadeur britannique par des activistes proches du Kremlin (les nachis) en 2006, après que le diplomate eut assisté à une conférence de l'opposition; pressions et offensive cyberterroriste originaire de Russie et visant l'Etat estonien en mai 2007, après le déplacement d'un mémorial dédié au soldat de l'Armée rouge à Tallinn. La Suède et la Finlande, aussi, se sont vu infliger des taxes sur leurs exportations de bois, après avoir exprimé leurs réserves sur la dérive autoritaire du régime. La République tchèque et la Pologne (par ailleurs longtemps soumise à un embargo sur le porc par Moscou, pour des raisons prétendument sanitaires), enfin, ont été menacées par Poutine d'être prises pour cibles si elles acceptaient l'implantation sur leur sol de bases reliées au bouclier antimissiles américain.

Maîtres dans l'art du diviser pour mieux régner

De tous les Etats européens, c'est pourtant le Royaume-Uni qui fait figure de mire favorite. Moscou n'a jamais toléré que Londres, fidèle à sa tradition libérale de droit d'asile, se mue en capitale de l'opposition au Kremlin. La justice britannique a refusé d'extrader l'oligarque Boris Berezovski. Dans le même temps, les sociétés Shell et British Petroleum ont dû revoir à la baisse leurs participations dans les gisements gaziers de Sakhaline II et Kovytko.

Le refus russe d'extrader le principal suspect du meurtre, à Londres, de l'opposant Alexandre Litvinenko, en novembre 2006, s'est soldé, à l'été suivant, de chaque côté, par des expulsions de diplomates et des restrictions sur les visas de voyage frappant des officiels. La fermeture, en janvier 2008, des bureaux du British Council à Saint-Pétersbourg et Ekaterinbourg n'est que le dernier épisode de cette montée de la tension.

En toile de fond, c'est bien le règlement de la guerre froide que Moscou veut réviser. Ainsi le Kremlin maintient-il des troupes et des armes dans la Transnistrie sécessionniste, en Moldavie, en dépit du traité de réduction des forces conventionnelles en Europe (CFE), qui prévoyait leur retrait avant la fin de 2002. Moscou cherche par ailleurs à limiter, lors des élections, les droits des observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et viole ses engagements au Conseil de l'Europe, dont la Russie est pourtant membre.

Comment expliquer cette crispation entre une Russie et une UE qui «se disent partenaires, mais ne semblent ni l'une ni l'autre savoir ce que signifie leur partenariat», comme le relève Anne de Tinguy (1), professeur à Sciences po? Faut-il y voir un effet d'une différence de nature entre deux modèles politiques, l'un démocratique, libéral, postnational, l'autre, plus autoritaire et plus nationaliste? Peut-être. «L'impression de fermeté, d'assurance, voire d'arrogance de Moscou doit aussi se mesurer à l'aune de la fébrilité et de l'inconstance européennes», note Thomas Gomart, chercheur à l'Institut français des relations internationales. Au jeu du diviser pour mieux régner, les Russes sont, il est vrai, passés maîtres. En novembre 2006, l'ambassadeur russe auprès de l'Union européenne décrivait ainsi tranquillement la Bulgarie «en bonne position pour devenir notre cheval de Troie en Europe». La Grèce, un partenaire important dans la construction des pipelines, et Chypre, principale base des sociétés offshore russes - ce qui fait de l'île le premier investisseur étranger en Russie - défendent, à Bruxelles, les positions de Moscou sur l'énergie et la politique de voisinage dans l'ex-espace soviétique (Moldavie, Caucase, etc.).

Moscou se pose en modèle concurrent de l'UE

Ce n'est pas un hasard si ce sont dans ces dernières zones que l'épreuve de force a été portée à son paroxysme. «Les Russes vivent mal la transformation de leur ancien empire, explique l'ambassadeur de Pologne à Paris, Tomasz Orłowski. La Crimée a été leur destination de

vacances rêvée pendant soixante ans et le club de football dont ils étaient le plus fier, c'était le Dynamo de Kiev. Ni l'une ni l'autre ne sont aujourd'hui russes.»

En jouant de la carotte et du bâton en Ukraine et en Biélorussie (la guerre du gaz, en janvier 2006, dans une main, un régime d'immigration et de commerce privilégié dans l'autre) et en réaffirmant son droit de regard dans le Caucase et en Asie centrale, Moscou rêve de se poser en modèle concurrent de l'UE au moment où cette dernière repousse à une date indéfinie ses perspectives d'élargissement. La bataille pour la redéfinition des sphères d'influence ne fait que commencer.

(1) Sous la direction de laquelle est publié Moscou et le monde, éd. Ceri-Autrement.

*Les Russes vivent mal la transformation de leur ancien empire*